

De l'appauvrissement des lieux à la reconstruction des communautés

Pierre-André Tremblay and Juan-Luis Klein

Number 29, 1997

La pauvreté en mutation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002678ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002678ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Tremblay, P.-A. & Klein, J.-L. (1997). De l'appauvrissement des lieux à la reconstruction des communautés. *Cahiers de recherche sociologique*, (29), 103–118. <https://doi.org/10.7202/1002678ar>

Article abstract

This article discusses the collective reactions to social and economic impoverishment, conceived as a process leading to the destruction of the social fabric, and to the degradation of social rights. It draws out the often underestimated importance of the spatial dimension, which turns out to be especially important in the era of globalization. It argues that the solution generally proposed with regard to the impoverishment of places — geographic mobility and the exodus of people — is an ineffective means of correcting territorial inequalities, and that the latter can only be dealt with by favouring a broad mobilization of collectivities, conceived as territorial communities.

De l'appauvrissement des lieux à la reconstruction des communautés*

Pierre-André TREMBLAY et Juan-Luis KLEIN

Le 6 avril 1997, les journaux du Saguenay—Lac-Saint-Jean rapportaient qu'encore une fois les habitants du village d'Albanel, au nord du lac Saint-Jean, avaient bloqué la route qui traverse le village. Ils protestaient contre la décision de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de fermer le foyer pour personnes âgées. Ce foyer est le principal employeur local, ce qui n'est guère surprenant dans une localité où la population vieillit rapidement et que quittent les jeunes. Ce n'était pas la première fois que semblable manifestation avait lieu, ce qui démontre sans doute la profondeur du ressentiment de la population locale face à ce qui est vu comme une décision bureaucratique n'ayant comme rationalité que la diminution des coûts de gestion des fonds publics. Cette interprétation est renforcée par l'appui que les autorités municipales avaient accordé aux manifestants. Outre la perte d'emplois précieux et rares, ceux-ci reprochaient à cette décision d'obliger les gens âgés à quitter le village pour se trouver un logement adapté, ce qui exige d'eux de s'éloigner des lieux qu'ils connaissent, de leurs familles et amis.

Il ne s'agit là que d'un exemple parmi tant d'autres et il n'a probablement rien de bien exceptionnel; on trouve en effet de très nombreux autres cas de populations qui se mobilisent pour ou, plus généralement, contre une décision vue comme contraire aux intérêts locaux¹. Sise au nord du lac Saint-Jean, la petite municipalité d'Albanel peut sembler très marginale, mais elle est en prise directe sur les tendances fondamentales qui marquent la société contemporaine. La conjoncture actuelle dans notre «société de services» dominée par le secteur tertiaire est définie par la place centrale qu'occupe l'État dans les rapports sociaux, même si, à l'époque de son rétrécissement accéléré, d'autres référents

* La recherche dont s'inspire cette réflexion a reçu l'appui du Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC).

¹ Voir P.-A. Tremblay, I. Brochu et M. C. Verschelden, «Les mobilisations dans le Québec des régions: traits généraux et réflexions premières», *Économie et solidarités*, vol. 28, no 1, 1996, p. 101-118.

orientent aussi les actions collectives. Il demeure que l'État est l'adversaire et la cible de premier choix, ce qui donne un sens politique à des mobilisations qui, par ailleurs, se présentent comme «civiles» et sans intention de compétition pour le pouvoir. Elles sont de plus caractérisées par l'absence de solution de rechange ou d'alternative: face à l'incapacité de tirer les ficelles de la politique administrative, seule reste la solidarité, mais, comme on le verra, celle-ci n'est pas automatique; loin d'être un préalable donné *a priori*, elle se construit.

Il faut noter que cette solidarité s'exprime dans une perspective territoriale, alors que les discours de nos dirigeants sont pleins de références à la compétition internationale, à la mondialisation des marchés et à la délocalisation des activités économiques. C'est que ces dimensions, évidemment importantes pour comprendre notre époque, ne mettent pas face à face le mondial et le local, comme on l'entend souvent, mais le mondial et ce qu'on pourrait appeler l'individu «déterritorialisé». Celui-ci est un gagnant: mobile, prêt à tout remettre en question pour atteindre l'excellence, il est la personnalisation de la recherche de performance. Son lieu est l'*entreprise*, son identité lui vient de son emploi. Il est ce que J. Létourneau² a appelé un *migrant*, dont les déplacements suivent les flux financiers. Et, bien sûr, selon cette approche, quiconque résiste à la mobilité finit par s'appauvrir et, par surcroît, empêchera les autres de s'enrichir. Une collectivité qui se bat pour conserver ses emplois, ses services, son mode de vie en somme, fait obstacle à la mobilité, à la concurrence, à la liberté des entreprises d'investir là où c'est le plus rentable et à celle des institutions étatiques de s'installer là où c'est le plus rentable. En conséquence, pour plusieurs théoriciens, administrateurs et politiciens que préoccupe le développement économique, les «actions collectives» des collectivités qui résistent à la mobilité sont incompatibles avec la rationalité économique.

Or les liens sociaux qui découlent de ces actions donnent un sens aux collectivités qui les mènent. Comme résultat de ces mobilisations, ces collectivités acquièrent un sentiment d'appartenance communautaire et découvrent le capital social qu'elles possèdent³. Plusieurs

² J. Létourneau, *Les années sans guide. Le Canada à l'heure de l'économie migrante*, Montréal, Boréal, 1996.

³ Sur cet aspect, voir J.-L. Klein et A. Morneau, «Émergence du local et mouvements sociaux: pistes pour l'analyse de la demande de décentralisation», dans S. Côté, J.-L. Klein et M.-U. Proulx (dir.), *Action collective et décentralisation*, Rimouski, GRIDEQ, 1997, p. 33-40; voir aussi J.-L. Klein, «L'espace local à l'heure de la globalisation: la part de la mobilisation sociale», texte d'une communication présentée au colloque «Les sociétés en mal de territoires. Modernité, postmodernité,

d'entre elles élaborent des projets visant la mise en valeur de cette richesse qui se révèle comme un véritable capital social, comme le montrent les travaux s'inspirant de la socioéconomie⁴. Appauvrissement économique peut-être, du moins sur un plan individuel et dans le court terme, mais, parallèlement, enrichissement social. Et si les espaces identitaires délimités par ces mobilisations étaient des plateformes à partir desquelles le développement local, autonome mais solidaire, devenait possible⁵? Alors, les mobilisations sociales contre la mobilité des investissements privés et publics pourraient être vues comme l'amorce d'un processus menant à la construction d'une économie vraiment sociale et solidaire⁶.

Pauvreté et appauvrissement: à ne pas confondre

Dans la mesure où la pauvreté est un état, elle peut être saisie par le biais d'indicateurs de revenus, de consommation, de niveau de vie en général. Cette perspective conduit à définir la pauvreté à partir d'un ensemble de manques: il s'agit d'abord de manque d'argent mais, au-delà, l'objet de la lutte contre la pauvreté sont ces familles, voire ces collectivités, dites «à problèmes multiples» et qui accumulent analphabétisme, violence, éclatement familial, criminalité, etc. Mais la pauvreté constitue aussi un processus, et, en tant que tel, elle interpelle davantage les conditions de vie que le niveau des revenus. C'est cet aspect que nous mettrons en relief dans cet article.

territorialité», dans le cadre du 65e congrès de l'ACFAS, Trois-Rivières, 13-14 mai 1997 (à paraître dans les *Cahiers de géographie du Québec*); P.-A. Tremblay, «La vivacité de la société civile en région», dans J.-L. Klein, D. Plamondon et P.-A. Tremblay (dir.), *Les régions après l'État*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionale, 1993, p. 5-20.

⁴ Voir A. Etzioni et P. R. Lawrence (dir.), *Socio-Economics: Toward a New Synthesis*, Armonk (N.Y.), M. E. Sharpe Inc., 1991.

⁵ Pour des exemples, voir J.-L. Klein et J.-P. Waaub, «Reconversion économique, développement local et mobilisation sociale: le cas de Montréal», *Recherches sociographiques*, vol. 37, no 3, 1996, p. 497-515; H. Dionne et J.-L. Klein, «Les villages face à l'État: de la révolte territoriale au développement local», dans A.-G. Gagnon et A. Noël (dir.), *L'espace québécois*, Montréal, Québec/Amérique, 1995, p. 171-188.

⁶ Voir les textes réunis dans J.-L. Klein, P.-A. Tremblay et H. Dionne (dir.), *Au-delà du néolibéralisme: quel rôle pour les mouvements sociaux?*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1997 (à paraître). Voir aussi les textes réunis dans R. Fisher et J. Kling, *Mobilizing the Community. Local Politics in the Era of the Global City*, Newbury Park (Calif.), Sage Publications, 1993.

En tant que processus, la pauvreté ne peut se comprendre que dans un contexte économique, politique, social et culturel élargi. Dans une telle perspective, la pauvreté, ou, faudrait-il dire, l'appauvrissement, est indissociable des divers processus qui engendrent l'enrichissement des uns et l'appauvrissement des autres, ainsi que de leurs conséquences économiques, sociales et culturelles. Ces processus, qui, à bien des égards, ont gouverné l'évolution et le partage des sociétés depuis longtemps, se façonnent et s'organisent selon des modes particuliers de production, de régulation et de gestion du social.

À l'heure actuelle, au sortir du fordisme économique, du keynésianisme politique et de la modernité culturelle qui ont caractérisé les sociétés occidentales dites développées pendant le XXe siècle⁷, l'appauvrissement prend la forme de ce que plusieurs auteurs désignent comme l'exclusion⁸. Cette exclusion est aussi bien économique que sociale. L'exclusion économique est essentiellement liée à la dualisation du marché du travail et à l'impossibilité de couches importantes de la population d'accéder aux bénéfices du fordisme (hauts revenus stables et protégés), alors que l'exclusion sociale se traduit par l'isolement social et la dégradation des possibilités d'exercice des droits de citoyenneté⁹. De fait, des groupes de plus en plus nombreux sont maintenus dans des conditions d'infériorité sociale et économique. Ainsi, malgré une progression générale certaine des conditions moyennes de vie et de travail, les inégalités s'accroissent, les distances entre les plus riches et les plus pauvres s'accroissent et les cloisons entre les catégories de population sont de plus en plus étanches, et ce aussi bien à l'échelle mondiale qu'à l'échelle locale¹⁰.

À l'échelle mondiale, par exemple, Michel Beaud a établi après l'analyse de la répartition de la richesse entre les pays, que les 20 % plus pauvres du monde reçoivent 0,5 % du revenu mondial, alors que les 20 % plus riches en reçoivent 79 %¹¹. Et Galeano montre que la distance entre les riches et les pauvres à l'échelle mondiale a doublé au

⁷ Voir R. Boyer et J.-P. Durand, *L'après-fordisme*, Paris, Syros, 1993.

⁸ Sur l'exclusion, voir J.-L. Klein et B. Lévesque (dir.), *Contre l'exclusion: repenser l'économie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1995. Voir aussi le numéro spécial de la revue *Économie et humanisme* sur le thème «Exclusion: crise globale, solutions locales?», no 338, octobre 1996.

⁹ B. Lévesque, «Repenser l'économie pour contrer l'exclusion sociale: de l'utopie à la nécessité», dans J.-L. Klein et B. Lévesque (dir.), ouvr. cité, p. 17-44.

¹⁰ Voir R. Séchet, *Espaces et pauvretés*, Paris, L'Harmattan, 1996.

¹¹ Voir M. Beaud, «Soumission croissante des sociétés à l'économie: fatalité économique ou responsabilité humaine?», dans J.-L. Klein, P.-A. Tremblay et H. Dionne (dir.), ouvr. cité.

cours des trente dernières années¹². Il est clair que certaines régions du monde, notamment l'Afrique subsaharienne ainsi que certaines régions de l'Asie, de l'Amérique centrale et du Sud, sont de plus en plus placées dans une situation d'exclusion du commerce international et de la richesse mondiale, en même temps que la mondialisation des échanges et de la production multiplie le revenu des plus riches¹³.

Sur un tout autre plan et dans un tout autre contexte, avec des conséquences d'ailleurs fort différentes, on constate aussi une tendance à l'appauvrissement dans les pays considérés comme riches. Loïc Wacquant documente la situation insoutenable d'importantes couches de la population étasunienne, qui de plus en plus constitue une «société d'insécurité avancée¹⁴». Par ailleurs, les données sur l'évolution des revenus au Canada montrent que, en moyenne, la population a perdu une partie de son pouvoir d'achat au cours des dernières années et que la précarité sociale augmente. Si, comme le souligne Diane-Gabrielle Tremblay, cette situation frappe plus fort des couches sociales précises, tels les femmes, les jeunes et les travailleurs âgés, elle touche aussi certains espaces. Les vieux quartiers industriels qui font face au problème de la délocalisation, les régions monoproductives en passe de modernisation, les localités rurales qui perdent leur population jeune, autant d'espaces qui vivent «la problématique de l'exclusion dans toutes ses dimensions et qui rencontrent le cortège de problèmes sociaux qui l'accompagnent¹⁵».

Bien sûr, tous ceux qui vivent dans ces espaces ne sont pas pauvres. Mais ils sont tous affectés par une tendance globale à la dévitalisation qui diminue leurs possibilités de mettre en valeur leurs ressources physiques et humaines et qui affaiblit leurs institutions en tant que collectivité. Les jeunes quittent pour les espaces où se concentre la croissance, ce qui prive ces localités et ces régions de leurs ressources humaines les plus dynamiques. Les déséquilibres dans la structure démographique se traduisent par une sur-représentation des populations consommatrices des services (personnes âgées, enfants, bénéficiaires des programmes d'aide au revenu) et par une sous-représentation de ceux qui, par leur travail, et donc par leurs taxes et impôts, financent ces

¹² Voir E. Galeano, «Les citoyens, l'ordre et l'injustice: guerre aux pauvres», *Le Monde diplomatique*, août 1996, p. 6-7.

¹³ F. Chesnais, *La mondialisation du capital*, Paris, Syros, 1994.

¹⁴ Voir L. Wacquant, «Quand le président Clinton réforme la pauvreté», *Le Monde diplomatique*, septembre 1996, p. 16-17.

¹⁵ D.-G. Tremblay, «L'aménagement et la réduction du temps de travail: une réponse au problème de l'exclusion?», dans J.-L. Klein et B. Lévesque (dir.), ouvr. cité, p. 112.

services, ainsi que de ceux qui, par leurs idées innovatrices, pourraient apporter des occasions d'investissement économique et social¹⁶.

La mobilité géographique: amorce de l'appauvrissement des lieux

La pauvreté est un vieux problème. Pendant longtemps, sa solution a relevé de l'initiative privée et de la société civile. Sous le keynésianisme, elle a commencé à relever aussi de l'État. Comme la mise en œuvre du programme keynésien commandait l'intervention des États dans la création d'un marché intérieur et dans l'augmentation de la solvabilité des citoyens, l'existence d'espaces de pauvreté est apparue comme un problème, un problème collectif auquel il fallait apporter une solution sociale. Les programmes de développement instaurés par l'État favorisaient alors la promotion sociale des couches les plus pauvres. Mais, comme le rappelle Midgley¹⁷, l'étatisation de la gestion de la pauvreté s'est faite sans une véritable rupture avec les modes d'action qui la caractérisaient à d'autres époques du capitalisme. L'État visait toujours à équilibrer la mobilité du travail et la mobilité du capital, c'est-à-dire la localisation des investissements et le peuplement, selon le vieux principe des avantages comparatifs, et ce aussi bien sur le plan social que sur le plan individuel.

Pour illustrer les effets de l'approche étatique, prenons le cas de la standardisation scolaire et institutionnelle qu'a entraînée la prise en charge étatique de l'éducation et des services aux citoyens. La standardisation des programmes d'éducation, notamment en matière de formation professionnelle collégiale et universitaire, et la redistribution spatiale des établissements qui s'opèrent au Québec dans les années soixante ont eu un double effet qu'il importe de souligner. D'une part, l'accès à l'enseignement supérieur se démocratise. Des populations qui, à cause soit de leur condition sociale ou de leur lieu de résidence, n'avaient pas pu bénéficier de l'éducation supérieure ont enfin pu y avoir accès, comme en témoigne la présence des constituantes régionales de l'Université du Québec. Et cela est très important, car, comme le montre Raymonde Séchet¹⁸, toutes les analyses accordent à l'éducation un rôle crucial dans la promotion sociale et dans la lutte contre la pauvreté.

¹⁶ Voir B. Vachon et F. Coallier, *Le développement local, théorie et pratique*, Montréal, Gaëtan Morin éditeur, 1993.

¹⁷ W. Midgley, *Social Development. The Developmental Perspective in Social Work*, Thousand Oaks, Sage, 1995.

¹⁸ R. Séchet, ouvr. cité.

D'autre part, cette démarche a favorisé le déplacement des populations actives. La stratégie keynésienne encadrait l'objectif stratégique de la promotion sociale par des stratégies territoriales, ce qui est une des bases des programmes de développement régional. On se rappellera, à titre d'exemple, que le Bureau d'aménagement de l'est du Québec (BAEQ) désignait la mobilité de la main-d'œuvre comme un des moyens pour éliminer la marginalité qui, selon les analyses réalisées par ses experts, régnait dans les espaces ruraux, mobilité contre laquelle ont réagi ultérieurement les populations rurales.

En ce qui concerne la santé et les services sociaux, les actions étatiques ont conservé l'approche curative et «individualisante». Relevons-en deux traits fondamentaux. Le premier est que ces actions se font toujours *a posteriori* et s'attaquent aux conséquences et non aux causes, aux manifestations plutôt qu'à ce qui les produit. Le second trait rappelle que la personne est l'objectif premier de l'action curative: il s'agit alors d'aider les individus à se ménager une place dans une société sur laquelle ils n'ont pas de prise. Cette aide peut prendre plusieurs formes: *counseling*, formation, thérapie de crise, etc. Il s'agit le plus souvent de découvrir les carences personnelles et d'y remédier. Au pauvre de se changer, d'acquérir les compétences nécessaires à l'amélioration de sa situation.

C'est là en fait une approche libérale qui, selon Jordan, est liée à la définition de la pauvreté¹⁹ en tant qu'incapacité individuelle à s'adapter à un marché qui défavorise certains individus. En d'autres termes, cette approche, qui fut et demeure sans doute l'approche dominante de l'action étatique face à la pauvreté, pose une relative extériorité du marché, qui demeure une donnée intangible. Lutter contre la pauvreté signifiait adapter les personnes à un marché qui représente le fondement de l'organisation sociale. Puisque certains individus sont marginalisés, lutter contre l'appauvrissement revient à chercher à inclure les pauvres dans le courant central de la société, à les insérer dans la société salariale, à universaliser le marché, quitte à les déplacer. Diverses méthodes sont employées pour imposer la norme, thérapies individuelles ou familiales, efforts pour (re)donner des compétences parentales ou professionnelles, pour socialiser, etc., mais elles reviennent presque toujours à une stratégie d'insertion des individus, à les faire passer de la marge à une position plus centrale.

¹⁹ B. Jordan, *A Theory of Poverty and Exclusion*, Cambridge, Polity Press, 1996. Jordan reprend, à titre d'exemple, la définition de la pauvreté de l'approche libérale anglaise et il l'oppose à celle de l'approche continentale, plus étatique, qui s'intéresse à l'exclusion.

La stratégie qui visait la promotion sociale par la mobilité géographique a eu certainement des effets positifs. Mais la mobilité de la main-d'œuvre a contribué à affaiblir les collectivités locales, même si par ailleurs elle a eu des effets socialement positifs sur la société globale. Ainsi, l'État n'a pas, parallèlement à ses investissements pour favoriser la promotion sociale, prévu de mécanismes de mise à jour des systèmes productifs locaux et de diversification des structures productives locales. Du coup, et avec la standardisation des normes d'éducation, de salaire et d'exercice professionnel, l'État créait des conditions qui ont encouragé la mobilité de la main-d'œuvre au profit de certains centres, surtout en ce qui concerne les jeunes, ainsi que la concurrence entre les lieux (régions, villes, municipalités) pour attirer des investissements se faisant d'ailleurs de plus en plus rares, ce qui a enclenché le cercle vicieux de l'appauvrissement des régions qui perdent au profit des régions qui gagnent. Et qu'en est-il au moment du désengagement de l'État et de la mondialisation du capital, au moment où les États abandonnent le principe de promotion sociale et choisissent plutôt une stratégie de dualisation? Il ne reste que la mobilité géographique commandée maintenant par la mondialisation. Les espaces de pauvreté seraient-ils ceux qu'habitent les gens qui refusent la mobilité?

De la lutte contre les pauvres à la lutte contre la pauvreté: le rôle de la mobilisation sociale

La dilution de la providence étatique semble constituer une dimension fondamentale du passage au post-keynésianisme. Les politiques sociales sont présentées comme provoquant des rigidités qui nuisent à la concurrence accrue découlant de la mondialisation. La recherche de flexibilité signifie donc un retour au marché comme instrument de régulation, mais, comme on le sait maintenant, cela est loin de signifier un véritable désengagement de l'État. Celui-ci ne peut modifier de façon substantielle son mode d'intervention, car, étant donné que l'économie marchande continue à produire inégalités et dysfonctionnements, l'État doit continuer à garantir les conditions générales de la régulation des rapports sociaux et de la production. Comment donc respecter le jeu libre et sans entrave du marché tout en continuant à intervenir sur la société? Pour résoudre cette contradiction, une certaine décentralisation administrative sera nécessaire, mais il faudra surtout faire appel à la communauté locale, à la société civile, au bénévolat, voire à une économie sociale conçue comme palliatif

permettant, toujours, de réinsérer les pauvres dans la société salariale et d'assurer des services, toujours aux pauvres²⁰.

R. Castel²¹, en parlant de la «désaffiliation», a ouvert la voie à une autre compréhension de la lutte contre l'appauvrissement. C'est que la pauvreté est moins le manque de ressources pécuniaires que la destruction des divers liens qui composent la vie sociale. Sur le plan territorial, cela signifie la destruction des identités, des réseaux locaux, des institutions locales. Dans cette optique, lutter contre la pauvreté revient à retisser des liens sociaux rongés par la logique marchande, à combattre l'individualisme pervers que celle-ci provoque. La limitation volontaire de la consommation, comme le proposaient les mystiques religieux, Gandhi ou, de nos jours, certains militants écologistes, qui n'équivaut pas à sombrer dans la pauvreté mais à choisir un mode de vie, prend ici tout son sens.

Mais il faudra alors partir d'une autre base que de la pauvreté vue comme un ensemble de manques, car ceux-ci ne peuvent pas relier les gens: on ne peut pas s'allier uniquement sur la base d'un stigmaté, comme en témoignent les difficultés d'organisation des personnes assistées sociales ou chômeuses. Dans un autre contexte, le livre ancien mais toujours actuel de Cloward et Piven²² l'avait démontré: dans le cas des mouvements aux États-Unis, les stratégies organisationnelles ont échoué parce qu'on cherchait à les définir à partir d'éléments négatifs, qui posent certes les personnes contre quelque chose ou quelqu'un, mais qui échouent à dépasser l'opposition, c'est-à-dire, au mieux, qu'elles ne peuvent que mettre l'individu sur la défensive. Comme le savent les joueurs d'échecs, semblable comportement concède l'initiative à l'adversaire et tout changement dans la conjoncture risque fort de ne pouvoir être intégré à temps dans la stratégie: face à Alter, Ego sera toujours en retard d'une guerre. C'est pourquoi Cloward et Piven estiment que chercher à construire des organisations en vue d'améliorer les conditions de vie des défavorisés est une perte de temps et concluent que les gains des mouvements ont été dus à leur capacité de blocage de la bureaucratie étatique; en conséquence, ils prônent une *disruptive strategy*.

Ces considérations avaient fait beaucoup de bruit en leur temps et méritent encore d'être méditées, car plusieurs des questions qu'elles

²⁰ P.-A. Tremblay, «Ethics, solidarity, community», *European Legacy* (à paraître).

²¹ R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1994.

²² R. A. Cloward et F. F. Piven, *Poor People's Movements: How They Succeed, Why They Fail*, New York, Vintage Books, 1976.

soulèvent sont encore pertinentes, ne serait-ce que celle de la raison du recours constant à une stratégie apparemment perdante. Mais en énonçant une opposition de principe entre mobilisation et organisation, Cloward et Piven orientent la réflexion vers un cul-de-sac. Il est en effet évident que toute mobilisation, aussi ponctuelle soit-elle (occupation de bureaux, manifestation de rue, grève de la faim), nécessite une certaine organisation. Il faut recruter les gens (la plupart des mobilisations exigent un grand nombre de participants), fixer le moment et le lieu pour agir, prévenir les stratégies de l'adversaire, préparer les recours (idéologiques, judiciaires, etc.), toutes choses demandant du temps, du travail et des ressources. Toute organisation demande, pour exister, un minimum de personnes et de moyens, qu'il faut rassembler, coordonner et mettre en action, bref: mobiliser. L'opposition entre «agir» et «organiser» est donc simpliste, ce qui n'empêche pas qu'elle puisse renvoyer à des moments différents d'un processus complexe.

Il est donc pertinent d'insister sur la mobilisation des ressources matérielles, financières et humaines nécessaires à l'action collective, à tel point que nombreux sont les auteurs à y voir la définition des mouvements sociaux. Cette approche avait l'avantage de mettre en évidence les modalités concrètes de la mobilisation des groupes. On s'est aussi aperçu que cela permettait de faire ressortir les inégalités; on ne mobilise pas un groupe avantage — c'est-à-dire qui dispose de nombreuses et abondantes ressources — comme on mobilise un groupe dépourvu de ressources²³. La question est importante, car le manque de ressources est justement la définition même de la pauvreté. La mobilisation d'un groupe pauvre se heurtera donc à une difficulté fondamentale, ou à un cercle vicieux: la mobilisation vise à augmenter la quantité de ressources disponibles pour un groupe pauvre, mais elle exige des ressources dont ce groupe est dénué; par contre, la plupart des mobilisations sont le fait de groupes défavorisés. Il y a là matière à interrogation et on doit admettre qu'une solution doit être trouvée à cette apparente contradiction.

Une grande partie des travaux sur les mouvements sociaux ont pour objectif la mise au jour d'une telle solution. De nombreuses hypothèses ont été émises, dont les principales sont: la présence, aux côtés des défavorisés, de membres de groupes privilégiés; l'usage de moyens mis à la disposition des défavorisés par des institutions privées ou publiques; l'usage de ressources du type «bien collectif» librement accessibles ou, au contraire, d'incitations sélectives (*selective incentives*, pour reprendre

²³ C. Offe et H. Wiesenthal, «Two logics of collective action», dans C. Offe, *Disorganized Capitalism*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1985, p. 170-220.

l'expression d'Olson²⁴). En partie sous l'influence de la théorie des «nouveaux mouvements sociaux», les recherches se dirigent de plus en plus du côté d'une critique des bases mécanistes et économicistes de l'approche axée sur la mobilisation des ressources²⁵. En mettant l'accent sur le rapport entre acteur et structure, elles font ressortir l'incapacité d'une approche strictement structurelle à expliquer les réalités empiriques des processus de mobilisation des personnes et des groupes. Ces approches sont en effet coupables d'un déterminisme simple, qui met à plat les dimensions multiples caractérisant les acteurs sociaux: les diverses lignes de fracture qui définissent les personnes sociales sont toujours co-présentes et interagissent de façon continue, se croisant en chacun et chacune pour donner une constellation complexe. On n'est jamais *que* jeune, *que* femme, *que* membre d'une minorité ethnique, mais tout cela à la fois, et bien plus encore. De même que la métaphore du réseau s'est peu à peu imposée pour décrire les mouvements et les mobilisations, elle permet d'entrevoir les interactions à l'œuvre chez les individus.

Un certain nombre de conséquences découlent de cette façon d'aborder ce qu'il est convenu d'appeler les «identités multiples». La première est d'accorder une grande importance à la dimension discursive et, plus précisément, rhétorique, du processus de mobilisation. Puisqu'on peut faire appel à de nombreuses identités, lesquelles seront les plus immédiatement sollicitées? Comment les invitations seront-elles formulées? Avec quels arguments? Comment les agents de la mobilisation s'y prendront-ils pour stimuler les personnes approchées? Quels seront les symboles utilisés, quelles traditions seront invoquées ou même inventées? Ces questions, qui sont loin d'être exclusives les unes par rapport aux autres, orientent vers une prise en considération des caractéristiques symboliques et culturelles de la vie sociale. Une deuxième conséquence est de faire mettre l'accent sur les relations étroites entre structure et conjoncture: l'action sociale ne se fait pas uniquement sur la longue durée. Elle se déploie aussi dans l'ordre de la simultanéité où les facteurs ne s'enchaînent pas, mais se combinent, où ils ne se déroulent pas, mais s'imbriquent en un «parallélogramme des forces» dont la résolution est difficilement prédéterminée.

²⁴ Dans *Social Movements in an Organizational Society* (New Brunswick, Transaction Books, 1987), M. N. Zald et J. D. McCarthy exposent clairement ces diverses possibilités.

²⁵ Voir les travaux réunis dans A. D. Morris et C. McClurg Mueller (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, 1992; D. McAdam, J. D. McCarthy et M. N. Zald (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996; H. Johnston et B. Klandermans (dir.), *Social Movements and Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996.

Cela force à accorder beaucoup de poids au contexte historique. De ce point de vue, la situation a profondément changé depuis les années où Cloward et Piven écrivaient leur ouvrage. Le rétrécissement des activités étatiques, la démission de l'État face aux stratégies des entreprises, son inadéquation face à la mondialisation des échanges et de la production, bref ce qu'il est convenu d'appeler le post-fordisme²⁶, ont profondément modifié la donne sociopolitique. Ils ont réinstauré la domination des rapports marchands et, sous le mot d'ordre de flexibilité, ont discipliné les travailleurs et les travailleuses. La négociation entre les groupes ne peut donc plus prendre la forme de ces stratégies néo-corporatistes qui avaient marqué le fordisme. Le mot-clé est désormais le *partenariat* qui reconnaît l'existence d'acteurs différents mais dont les intérêts, à défaut d'être les mêmes, peuvent néanmoins converger²⁷. Rien de surprenant à ce que l'expression de *contrat social* soit revenue dans la langue sociologique²⁸.

La conséquence concrète est que les bases possibles des mobilisations sont en flux rapide et tendent à s'éloigner de ce qu'elles étaient à l'ère fordiste. Dans les termes qui ont été énoncés plus haut, cela signifie que les mobilisations mettront en jeu des identités autres, ou les organiseront différemment. L'enjeu théorique principal devient alors celui de repérer les identités efficaces et les lignes de fracture qui les définissent et de voir comment elles sont mises en rapport, puisque chacune ne saurait exister seule, dans le social. Cela, comme on l'oublie trop souvent, exige qu'on trouve un *sens* au processus de mobilisation.

Le cas d'Albanel est révélateur de la façon dont tout cela intervient dans la reconstruction des liens sociaux dans les collectivités locales:

— il s'agit d'une manifestation, d'une action visant à *faire voir*, c'est-à-dire, au sens strict, à rendre manifeste. Elle n'a de sens que par sa révélation publique;

— il s'agit d'une réaction à une décision plus qu'une action positive accomplie de façon autonome;

²⁶ Voir, entre autres, A. Ash (dir.), *Post-Fordism, a Reader*, Oxford, Blackwell, 1994; R. A. Cloward et F. F. Piven, *The New Class War*, New York, Pantheon Books, 1982. Voir aussi R. Boyer et J.-P. Durand, ouvr. cité.

²⁷ Sur le partenariat et le développement, voir J.-L. Klein, «Partenariat et planification flexible du développement local», *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 15, no 3, 1992, p. 491-505.

²⁸ B. Lévesque et L. Mager, «Vers un nouveau contrat social? Éléments de problématique pour l'étude du régional et du local», dans C. Gagnon et J.-L. Klein (dir.), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionale, 1992, p. 19-68.

— la décision émane d'une structure politico-administrative mise sur pied dans la foulée des transformations récentes de l'État-providence;

— la manifestation concerne la question de l'emploi: les habitants protestent non seulement contre une fermeture qui éloignerait de la localité les pensionnaires du foyer, mais contre les pertes d'emplois et, conséquemment, contre la détérioration des conditions de vie qui l'accompagnerait;

— la base sociale est spatialement définie: il s'agit moins d'une manifestation des employés du foyer que d'un rassemblement de la *population locale*.

Ce dernier aspect nous semble peut-être le plus crucial: on assiste à un relatif effacement de la distinction — fondamentale depuis si longtemps — entre ce qui concerne le lieu de travail et ce qui concerne le lieu de résidence, voire entre travail et consommation, entre production et société. En d'autres termes, il est frappant de voir que les luttes de ce genre se disent et se pensent en termes de *communauté*, voire en termes de *communauté territoriale*. L'aspiration à un nouveau contrat social s'exprime comme l'exigence d'un nouveau «contrat géographique», selon l'expression de Jean-Paul Ferrier²⁹.

Voilà sans doute une des identités les plus stratégiquement placées. La mondialisation ne signifie pas la disparition du territoire, bien au contraire. De fait, elle ajoute des échelles nouvelles au référent national que la prédominance de l'État-nation nous avait fait croire en déliquescence. La localité, la région (re?)deviennent des identités actives et dynamiques. La conséquence est qu'on ne peut plus se contenter de présenter la lutte contre la pauvreté comme une stratégie axée uniquement sur les individus; la stratégie vise aussi et surtout les communautés définies territorialement³⁰.

²⁹ Expression proposée par Jean-Paul Ferrier, à l'occasion du colloque «Les sociétés en mal de territoires. Modernité, postmodernité, territorialité», dans le cadre du 65e congrès de l'ACFAS, Trois-Rivières, 13-14 mai 1997.

³⁰ Voir F. Moulaert, P. Delladetsima, L. Leontidu et autres, *Local Development Strategies in Economically Desintegrated Areas: A Pro-Active Strategy Against Poverty in the European Community*, rapport soumis à la Research Program European Commission, Lille, Université de Lille 1, IFRESI-CNRS, 1994.

La recreation des liens sociaux: de l'enrichissement au développement économique

N'en déplaise à Malthus et à ses épigones, la pauvreté n'est pas une fatalité et, les rapports marchands n'étant ni naturels ni spontanés³¹, elle n'a rien à voir avec une sanction de la nature contre l'imprévoyance. Si l'on considère la pauvreté en tant que processus dynamique — c'est-à-dire en tant qu'appauvrissement —, sa compréhension exige une articulation étroite des facettes économiques et des autres dimensions de la vie sociale. Ce texte a cherché à montrer que la pauvreté concerne non seulement les personnes, mais aussi les collectivités en les soumettant à des pressions déstructurantes qui s'accordent bien avec les injonctions à la flexibilité. L'appauvrissement a donc comme conséquence, et sans doute aussi en son principe, la destruction des rapports sociaux non marchands. Le marché étant inégalitaire, certaines collectivités seront plus durement touchées que d'autres. Peut-être faut-il y voir l'émergence de formes inédites de stratification.

Voilà sans doute pourquoi les mouvements sociaux et les mobilisations collectives, par lesquelles ils apparaissent de façon évidente, font de la recreation et de la conservation des liens sociaux un de leurs objectifs premiers et, d'ailleurs, un de leurs outils préférés d'intervention. Cela se dit généralement sentiment d'appartenance, solidarité et identité³². Cela peut aussi se présenter comme recherche de communauté³³, c'est-à-dire d'un ensemble de «significations partagées³⁴» pouvant permettre les interactions entre acteurs sociaux et capables de leur offrir les cadres interprétatifs de leur réalité, *dimensions qui sont des préalables obligés à toute action économique et sans lesquelles aucun enrichissement n'est possible.*

En d'autres termes, ces liens sociaux sont indispensables à l'amélioration de la situation économique collective et, sans doute, individuelle. Il est évident que ces liens de sociabilité, qu'on aurait d'ailleurs tort d'idéaliser, ne remplacent pas l'action économique

³¹ Faut-il rappeler que c'est là un argument essentiel de l'œuvre de Karl Polanyi?

³² Pour un exemple tiré d'une organisation de femmes, voir M. Tremblay, P.-A. Tremblay, N. Courtois et N. Marchiori, «Femmes, travail, région: la construction d'une solidarité féministe», dans S. Côté, J.-L. Klein et M.-U. Proulx (dir.), ouvr. cité, p. 99-118.

³³ Voir R. Beaudry et H. Dionne, «La permanence des communautés et la mobilité des réseaux», dans J.-L. Klein et B. Lévesque (dir.), ouvr. cité, p. 267-286.

³⁴ L'expression est de S. Lash, «Reflexivity and its doubles: Structure, aesthetics and community», dans U. Beck, S. Lash et A. Giddens, *Reflexive Modernization*, Cambridge, Polity Press, p. 110-173.

stricto sensu. Il est clair aussi qu'ils ne garantissent pas l'enrichissement, car ils peuvent parfois gêner l'action collective, l'initiative individuelle ou, en rendant possible l'obtention d'un «ticket gratuit», faire préférer l'inaction. Cela étant dit, ils semblent cependant nécessaires au dépassement des stratégies individualistes d'enrichissement personnel, lesquelles ne peuvent garantir l'équité associée à un projet de développement. Car c'est bien cela qui est l'enjeu de nos sociétés connaissant un approfondissement des inégalités et une aggravation de la pauvreté structurelle que renforcent les politiques macro-économiques. La destruction des formes de contrôle que représentaient les divers dispositifs de l'État-providence et l'incapacité des règles marchandes à offrir une solution de rechange risquent de n'avoir comme aboutissement que la montée de la violence et de la répression dont le résultat ne sera qu'une pauvreté morale s'ajoutant à une pauvreté matérielle de plus en plus criante.

Pierre-André TREMBLAY
Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi
Juan-Luis KLEIN
Département de géographie
Université du Québec à Montréal

Résumé

Cet article examine les réactions collectives à l'appauvrissement social et économique conçu comme un processus menant à la destruction du tissu social et à la dégradation des droits sociaux. Il fait ressortir l'importance souvent sous-estimée de la dimension spatiale, qui se révèle particulièrement cruciale à une époque marquée par la mondialisation. Il suggère que la solution généralement proposée par rapport à l'appauvrissement des lieux, soit la mobilité géographique et l'exode des personnes, est inefficace pour corriger les inégalités territoriales et que celles-ci ne pourront être abordées qu'en favorisant une mobilisation large des collectivités conçues comme communautés territoriales.

Mots-clés: mobilisation, territoire, communauté, exclusion, pauvreté, appauvrissement, mouvements sociaux, fordisme, post-fordisme, identité, développement.

Summary

This article discusses the collective reactions to social and economic impoverishment, conceived as a process leading to the destruction of the social fabric, and to the degradation of social rights. It draws out the often underestimated importance of the spatial dimension, which turns out to be especially important in the era of globalization. It argues that the solution generally proposed with regard to the impoverishment of places — geographic mobility and the exodus of people — is an ineffective means of correcting territorial inequalities, and that the latter can only be dealt with by favouring a broad mobilization of collectivities, conceived as territorial communities.

Key-words: mobilization, territory, community, exclusion, poverty, impoverishment, social movements, Fordism, post-Fordism, identity, development.

Resumen

Este artículo analiza la situación en la que se encuentran diversas comunidades locales debido a la crisis de las estrategias keynesianas de desarrollo regional y al neoliberalismo dominante. El empobrecimiento económico provoca la movilización social, cuya base es territorial. El artículo subraya la importancia de los aspectos territoriales de la movilización comunitaria y sostiene que este tipo de movilización crea condiciones para el fortalecimiento de las relaciones sociales lo cual constituye el germen de un nuevo tipo de movimiento social y abre las puertas al mismo tiempo a nuevas estrategias de lucha contra la pobreza, en la cual los actores locales juegan un papel fundamental.

Palabras claves: movilidad, territorio, comunidad, marginalidad, exclusión, pobreza, empobrecimiento, movimientos sociales, fordismo, posfordismo, identidad, desarrollo.